

Au Journal officiel du 28 mai au 2 juin 2016

Au Journal officiel du 28 mai au 2 juin 2016

06/06/2016

Au Journal officiel du 28 mai au 2 juin 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 28 mai 2016 :

- Rectificatif à la loi n° 2016-564 du 10 mai 2016 renforçant le **dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme** ;
- Décret n° 2016-682 du 27 mai 2016 relatif à l'obligation d'achat et au complément de rémunération prévus aux articles L. 314-1 et L. 314-18 du Code de l'énergie et complétant les dispositions du même code relatives aux appels d'offres et à la compensation des charges de service public de l'électricité - *Modification du Code de l'énergie* ;
- Décret n° 2016-683 du 26 mai 2016 relatif à la **délivrance de la contraception d'urgence par les infirmiers scolaires** - *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2016-684 du 26 mai 2016 *modifiant le Code de la sécurité intérieure* et relatif au **recrutement des adjoints de sécurité** ;
- Rectificatif à l'arrêté du 9 mai 2016 fixant les **tarifs de la liste d'opposition au démarchage téléphonique** ;
- Arrêté du 12 mai 2016 portant **régularisation pour 2015 de la répartition des ressources de la caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires** ;
- Arrêté du 19 mai 2016 relatif à la **mise en service à la direction générale des finances publiques et à la Caisse nationale des barreaux français d'une procédure automatisée de transfert des données fiscales**- *V. également la délibération de la CNIL n° 2015-350 du 6 octobre 2015.*

Au JO du 29 mai 2016 :

- Décret n° 2016-685 du 27 mai 2016 **autorisant les téléservices tendant à la mise en œuvre du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique** - *V. également la délibération de la CNIL n° 2016-111 du 21 avril 2016* ;
- Décret n° 2016-687 du 27 mai 2016 **relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité** - *Modification du Code de l'énergie et du décret n° 2016-9 du 8 janvier 2016* ;
- Décret n° 2016-688 du 27 mai 2016 relatif à la **publicité sur l'emprise des équipements sportifs** - *Modification du Code de l'environnement* ;

-
- Décret n° 2016-689 du 27 mai 2016 relatif aux **conditions d'éligibilité au fonds de garantie pour la rénovation énergétique** - *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;

 - Décret n° 2016-690 du 28 mai 2016 pris pour l'application de l'article L. 314-6-1 du Code de l'énergie - *Modification du Code de l'énergie* ;

 - Décret n° 2016-691 du 28 mai 2016 définissant les listes et les caractéristiques des installations mentionnées aux articles L. 314-1, L. 314-2, L. 314-18, L. 314-19 et L. 314-21 du Code de l'énergie - *Modification du Code de l'énergie et abrogation de plusieurs textes non codifiés* ;

 - Décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 **relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées** - *Modification du Code de l'action sociale et des familles* ;

 - Décret n° 2016-698 du 27 mai 2016 relatif aux **subventions à l'amélioration des logements locatifs sociaux en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion et à Mayotte**, prévus aux articles R. 323-13 à R. 323-22 du Code de la construction et de l'habitation - *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;

 - Arrêté du 28 mai 2016 fixant les **tarifs réglementés des commissaires-priseurs judiciaires** - *Modification du Code de commerce* ;
- Et arrêté du 28 mai 2016 fixant les **tarifs réglementés applicables aux administrateurs judiciaires, commissaires à l'exécution du plan, mandataires judiciaires et aux liquidateurs** - *Modification du Code de commerce*.

Au JO du 31 mai 2016 :

- Décret n° 2016-703 du 30 mai 2016 relatif à l'**utilisation de pièces de rechange automobiles issues de l'économie circulaire** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2017 - Modification du Code de la consommation* ;

 - Décret n° 2016-705 du 30 mai 2016 relatif au **comité du système de distribution publique d'électricité des zones non interconnectées au réseau métropolitain continental** - *Modification du Code de l'énergie* ;

 - Décret n° 2016-706 du 30 mai 2016 précisant les modalités d'intervention des collectivités de Corse, de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de La Réunion dans les procédures d'appels d'offres mentionnées à l'article L. 311-11-1 du Code de l'énergie - *Modification du Code de l'énergie* ;

 - Décret n° 2016-707 du 30 mai 2016 portant **réforme des titres de créances négociables** - *Modification du Code monétaire et financier et du Code de la sécurité sociale* ;
- Et arrêté du 30 mai 2016 portant réforme des titres de créances négociables - *Modification et abrogation de plusieurs textes non codifiés* ;
- Décret n° 2016-710 du 30 mai 2016 relatif à la **détermination individuelle de la quantité de chaleur consommée et à la répartition des frais de chauffage dans les immeubles** - *Modification du Code de l'énergie* ;

 - Décret n° 2016-711 du 30 mai 2016 relatif aux **travaux d'isolation en cas de travaux de ravalement de façade, de réfection de toiture ou d'aménagement de locaux en vue de les rendre habitables** - *Modification du Code de la construction et de l'habitation* ;

 - Arrêté du 20 mai 2016 relatif aux données à renseigner et aux catégories d'utilisateur concernant la plate-forme informatique prévue par l'article L. 233-1 du Code de l'énergie ;

· Arrêté du 25 mai 2016 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la **prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation** ;

· Arrêté du 30 mai 2016 relatif à la **répartition des frais de chauffage dans les immeubles collectifs** - Modification de l'arrêté du 27 août 2012.

Au JO du 1er juin 2016 :

· Décret n° 2016-713 du 31 mai 2016 relatif aux **évacuations d'urgence de victimes par les associations agréées de sécurité civile** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières* - Modification du Code de la santé publique ;

· Décret n° 2016-714 du 30 mai 2016 modifiant le décret n° 2011-905 du 29 juillet 2011 relatif à **l'organisation et au fonctionnement des services du Défenseur des droits** ;

· Décret n° 2016-718 du 31 mai 2016 relatif à la **procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise** - Modification du Code de l'urbanisme et du Code général des collectivités territoriales ;

· Arrêté du 25 mai 2016 fixant la **liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession** - Abrogation de l'arrêté du 31 janvier 2003.

Au JO du 2 juin 2016 :

· Loi n° 2016-719 du 1er juin 2016 **habilitant le Gouvernement à adopter des mesures relevant du domaine de la loi pour simplifier et rationaliser l'organisation de la collecte de la participation des employeurs à l'effort de construction et la distribution des emplois de cette participation** ;

· Décret n° 2016-723 du 31 mai 2016 modifiant les **conditions d'obtention des catégories A et BE du permis de conduire** - *Modification du Code de la route.*

La Rédaction Législation